

L'aide européenne au Burundi ne tient plus qu'à un fil

GRANDS LACS Bujumbura refuse toute ouverture envers l'opposition

Les travaux préparatoires en vue d'imposer des sanctions au Burundi sont désormais bouclés : les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, réunis lundi à Bruxelles, ont décidé que l'UE adoptera

« les mesures appropriées nécessaires compte tenu de l'absence de signaux positifs » au Burundi. « La suspension de l'aide au développement du pays a été proposée mais elle n'a pas été décidée aujourd'hui. Ce sera pris en considération par le Conseil des ministres dans les prochaines semaines », a cependant précisé hier soir la cheffe de la diplomate de l'UE Federica Mogherini.

Les préparatifs prévoient également d'allonger la « liste noire » de personnalités bannies du territoire européen et aux avoirs « gelés ». Plusieurs personnalités du régime figurent déjà sur cette liste. Le détail de la suspension de l'aide envisagée n'a pas été révélé, mais l'UE insiste sur le maintien de l'aide directe à la population, ce qui laisse supposer que c'est l'aide budgétaire au gouvernement qui est visée.

Si les « mesures appropriées » n'ont pas été imposées dès hier, c'est que l'UE attend d'abord de

connaître le résultat de la mission de la dernière chance qu'une délégation de « très haut niveau » de l'Union africaine s'apprête à mener à Bujumbura, a précisé le ministre belge Reynders.

L'UA va tenter une dernière fois de convaincre le régime d'entamer un dialogue inclusif avec l'opposition et la société civile. En cas d'échec, l'UA entend déployer sur le terrain une force d'interposition – ce que le pouvoir refuse.

« Il faut maintenir une pression assez forte sur les autorités mais aussi sur les groupes armés de l'opposition, de plus en plus importants », ajoute Didier Reynders. J'espère que cet appel, lancé aussi par l'ONU, sera entendu ».

Des consultations menées en décembre par l'UE avec le Burundi n'avaient produit aucun résultat.

Le Burundi est plongé depuis un an dans une crise majeure, avec la troisième candidature du président Nkurunziza, dénoncée par l'opposition. Depuis, la violence n'a fait qu'empirer, certains évoquant un « génocide larvé ». Hier encore, un enfant a été tué et au moins 30 personnes blessées dans la capitale, dans une série d'attaques à la grenade. ■

PHILIPPE REGNIER